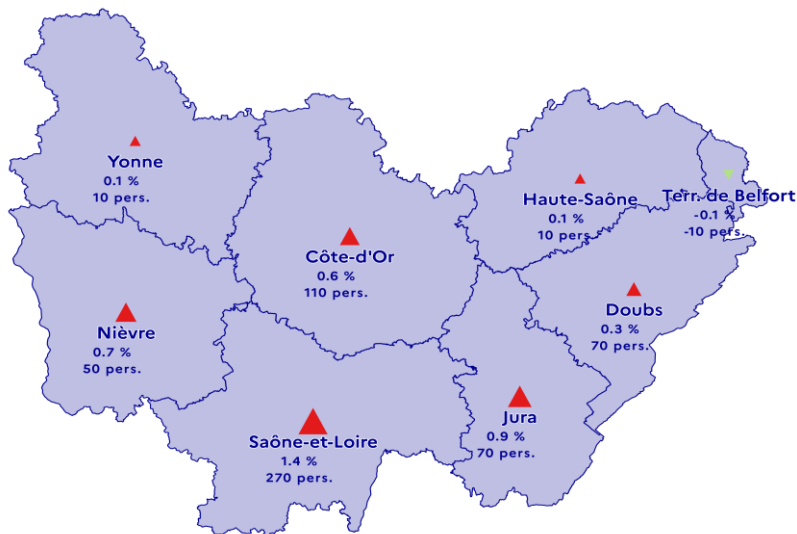


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DU DOUBS

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2022
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFPM Cat. A :
-0,6 % par rapport au 1^{er} trimestre 2022

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

CHIFFRES CLÉS

• DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **21 790** (+0,3 % sur un trim.)
Cat. B, C : **19 040** (-3,8 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **40 840** (-1,6 % sur un trim.)

• TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

6,6 % au 1^{er} trimestre 2022
-0,2 pt par rapport au 4^{ème} Trim. 2021
(France métropolitaine : 7,1 % ; 0,1 pt)

• EMPLOI SALARIÉ

197 970 au 1^{er} trimestre 2022
+ 0,3 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2021

• RECOURS À L'INTÉRIM

7 980 intérimaires au 1^{er} trimestre 2022
-1,9 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2021

Au premier trimestre 2022

L'emploi salarié (privé et public) augmente dans le Doubs, soit 590 emplois en plus par rapport au 4^e trimestre 2021. Hors intérim, l'emploi salarié progresse grâce aux créations d'emplois observées dans les services marchands, principalement les services aux entreprises. Il augmente dans l'industrie. L'emploi continue d'augmenter dans la construction mais moins fortement. En revanche, il se replie dans l'hébergement-restauration et le commerce. Plus gros employeur, les services non marchands gagnent à nouveau des effectifs. Sur un an, l'emploi salarié progresse à un rythme similaire à celui enregistré dans la région. Après un net rebond fin 2021, la demande en intérim se contracte, notamment dans les services et la construction. Le recours à l'activité partielle se maintient, excepté dans la construction où le volume d'heures consommées s'est développé. Le nombre moyen de foyers bénéficiaires du RSA (environ 12 600) continue de reculer. Ils sont moins nombreux qu'il y a un an (-3 %, soit -400), une baisse annuelle inférieure à celle enregistrée dans la région.

Au deuxième trimestre 2022

Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle tend à diminuer. Près de 300 établissements sont autorisés à recourir au dispositif, soit presque trois fois moins qu'au 1^{er} trimestre. Le nombre d'ouverture de procédures collectives s'accroît légèrement mais le nombre d'emplois menacés reste en-deçà de son niveau 2019. Les créations d'entreprises (hors micro-entrepreneurs) sont moins dynamiques qu'il y a un an à la même période. Sur le marché du travail, la demande d'emploi de catégorie A progresse légèrement. Toutes les tranches d'âge sont concernées, excepté les inscrits de 50 ans ou plus. Les sorties de Pôle emploi demeurent plus importantes et supérieures au volume d'entrées. Cependant, les sorties pour reprise d'emploi ou celles faisant suite à des entrées en stage ou formation sont moins importantes. En revanche, la demande d'emploi de longue durée diminue fortement mais elle encore reste à un niveau élevé.

La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Doubs :

Données CVS-CJO

	T2 2022	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	21 790	+0,3	-17,6
Catégories B, C	19 040	-3,8	-0,3
Catégories A, B, C	40 840	-1,6	-10,3

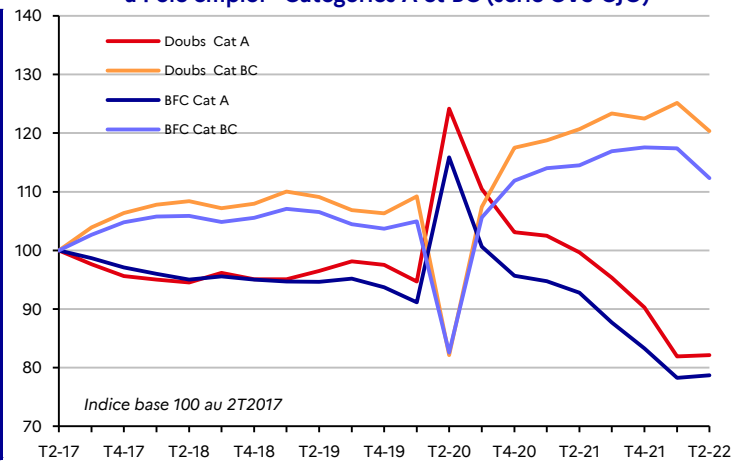
Bourgogne-Franche-Comté :

Données CVS-CJO

	T2 2022	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	102 200	+0,6	-15,2
Catégories B, C	97 540	-4,3	-1,9
Catégories A, B, C	199 740	-1,9	-9,2

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Doubs			BFC	
	T2 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A					
Hommes	11 430	-1,0	-18,8	+0,3	-15,6
< 25 ans	1 510	-1,3	-23,7	+1,1	-19,6
25 - 49 ans	6 660	-0,7	-20,0	+1,0	-16,0
50 ans et plus	3 260	-1,2	-13,8	-1,5	-12,8
Femmes	10 370	+1,9	-16,1	+0,9	-14,7
< 25 ans	1 320	+3,1	-16,5	+1,6	-17,9
25 - 49 ans	6 160	+1,7	-18,0	+1,3	-15,0
50 ans et plus	2 880	+1,4	-11,9	-0,1	-12,6
Total	21 790	+0,3	-17,6	+0,6	-15,2
< 25 ans	2 830	+1,1	-20,5	+1,3	-18,8
25 - 49 ans	12 820	+0,4	-19,0	+1,1	-15,5
50 ans et plus	6 140	0,0	-12,9	-0,8	-12,8

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Doubs			BFC	
	T2 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	20 380	-1,8	-10,9	-2,0	-9,9
< 25 ans	2 670	-3,6	-16,6	-3,2	-16,3
25 - 49 ans	12 460	-2,4	-12,3	-2,1	-10,2
50 ans et plus	5 250	+0,4	-4,0	-1,2	-5,2
Femmes	20 460	-1,4	-9,6	-1,8	-8,5
< 25 ans	2 390	-2,0	-15,8	-3,2	-14,7
25 - 49 ans	12 420	-2,1	-11,0	-1,8	-8,9
50 ans et plus	5 650	+0,4	-3,6	-1,1	-5,1
Total	40 840	-1,6	-10,3	-1,9	-9,2
< 25 ans	5 060	-2,9	-16,2	-3,2	-15,5
25 - 49 ans	24 870	-2,3	-11,7	-1,9	-9,5
50 ans et plus	10 910	+0,5	-3,7	-1,2	-5,2

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Doubs			BFC	
	T2 2022	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an	21 150	+1,3	-5,1	-0,2	-4,6
DELD :					
1 à 2 ans	7 660	-8,5	-28,0	-4,4	-22,9
2 à 3 ans	4 620	-3,8	-6,9	-5,9	-9,4
3 ans et plus	7 410	-0,9	-2,8	-1,3	-4,6
Total DELD	19 680	-4,7	-15,3	-3,6	-13,7
Part des DELD	48,2%	-1,5 pt	-2,8 pt	-0,9 pt	-2,5 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T1 2022	Moyenne annuelle 2022		2021
Assurance chômage	18 050	18 050	23 650	
Solidarité - Etat	1 970	1 970	2 120	
Autres	360	360	430	
Total DE indemnisés	20 380	20 380	26 200	
Formation	1 750	1 750	1 670	
Part des DE indemnisés* :				
Doubs :	46,7%			
BFC	46,3%			

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données brutes	Doubs			BFC	
	T2 2022	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Fin de contrat	497	+43	+9,4	+206	+8,7
Fin de mission d'intérim	291	+55	+23,5	+218	+20,7
Démission	183	+41	+28,9	+184	+25,3
Rupture conventionnelle	241	+19	+8,4	+49	+4,2
Licenc. économique	77	-14	-15,8	-26	-8,5
Autre licenciement	287	+19	+6,9	+143	+12,1
Première entrée ⁽¹⁾	170	-11	-6,3	-116	-13,3
Retour d'inactivité ⁽²⁾	731	+47	+6,9	+19	+0,5
Réinscription rapide ⁽³⁾	612	-21	-3,4	-54	-1,7
Autre motif ⁽⁴⁾	221	-20	-8,3	+49	+4,5
Motif indéterminé	351	0	+0,1	-20	-1,1
Total	3 339	+27	+0,8	+652	+3,8

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données brutes	Doubs			BFC	
	T2 2022	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	472	-85	-15,3	-414	-14,2
Entrée en stage ou formation	364	-68	-15,7	-226	-10,2
Arrêt de recherche**	355	-5	-1,4	+24	+1,3
dont maladie	234	+12	+5,3	+24	+2,0
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	1 893	+148	+8,5	+916	+9,9
Radiation administrative	341	+84	+32,9	+607	+45,7
Autre cas ⁽²⁾	260	-28	-9,7	-197	-12,7
Total	3 685	+46	+1,3	+708	+3,7

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

La demande d'emploi par territoire*

* Définition Arrondissements

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Données CVS-CJO Catégorie A	T2 2022	Var. (en %) sur		Part (en %) des			Indicateur de chômage*
		1 Trim.	1 an	Femmes	-25 ans	Seniors	
Besançon	9 700	+1,9	-13,9	47,3	14,0	26,5	8,4
Montbéliard	8 230	-1,2	-20,0	47,3	12,9	29,0	10,6
Pontarlier	3 860	0,0	-20,7	48,7	10,6	30,6	6,4
Doubs	21 790	+0,3	-17,6	47,6	13,0	28,2	8,6

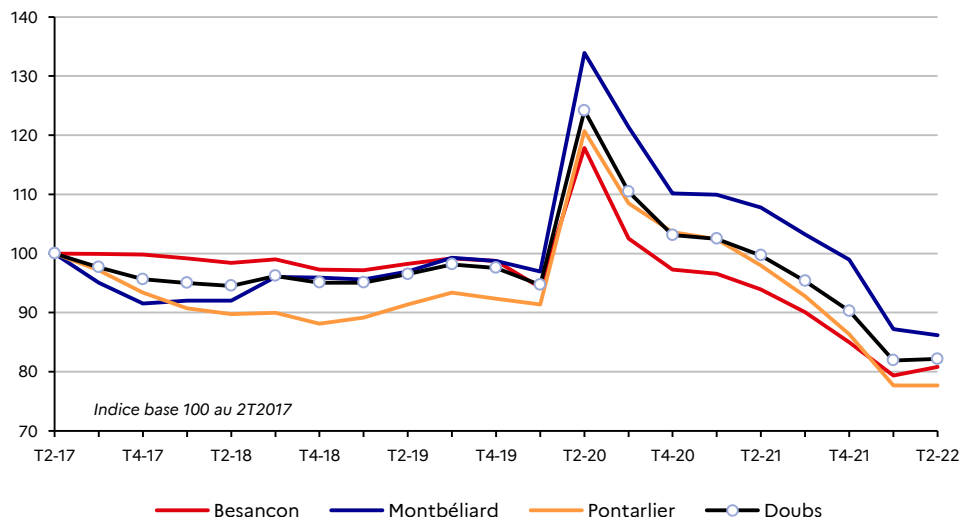
Attention : cet indicateur est calculé pour apprécier l'importance du chômage dans les arrondissements. Sa valeur n'est pas comparable avec le taux de chômage publié par l'INSEE, qui est la référence pour les analyses départementales.

* Indicateur de chômage = DEFM A/Pop. Active 2019

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dcrets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des demandeurs d'emploi de Cat. A par territoire (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO Catégories A, B, C	T2 2022	Var. (en %) sur		Plus de un an		
		1 Trim.	1 an	T2 2022	Var. (en %) sur	
					1 Trim.	1 an
Besançon	18 090	-0,9	-8,6	8 460	-4,2	-14,7
Montbéliard	15 220	-1,7	-10,1	7 750	-4,6	-15,5
Pontarlier	7 530	-3,1	-14,4	3 470	-6,2	-16,2
Doubs	40 840	-1,6	-10,3	19 680	-4,7	-15,3

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dcrets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
1 910	+3,2	1 950	-4,4
1 380	+2,2	1 460	-5,2
790	+3,9	850	-4,5
4 070	+2,8	4 260	-4,9

Note méthodologique :

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2022.

En 2019, le périmètre géographique des « Territoires » a été révisé faisant suite à l'évolution récente de la géographie administrative des arrondissements, les données ici présentes portent donc sur ce nouveau découpage et ont été recalculées sur tout leur historique.

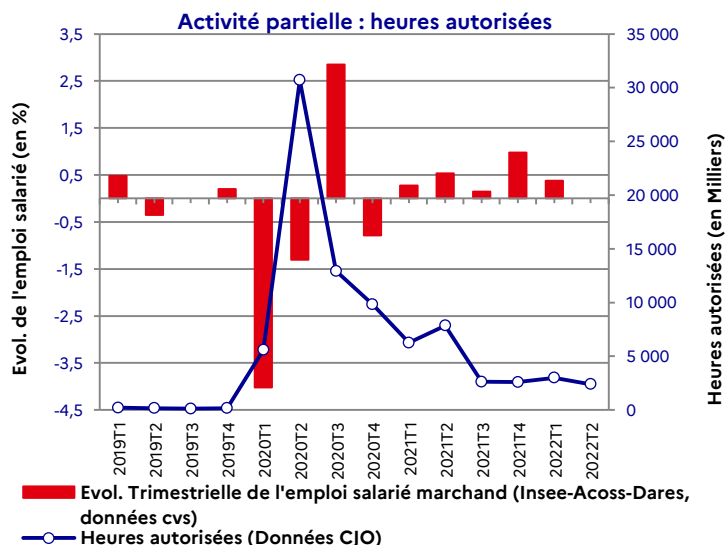
Activité partielle

Données CJO*	Doubs	
	T1 2022	T2 2022
Heures autorisées		
Nombre de demandes en cours	1 023	326
Volume d'heures autorisées	2 988 457	2 395 200
dont :		
Agriculture	155	0
Industrie	2 121 703	1 850 385
Construction	23 591	23 114
Commerce	52 535	25 969
Services	790 473	495 732
Etablissements autorisés	837	288
dont : étabs de 50 sal. et plus	175	84
Nombre de salariés concernés**	20 145	16 454
Total heures autorisées 12 mois glissés	16 066 007	10 608 995

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre



Heures consommées	Doubs	
	T4 2021	T1 2022
Nombre d'heures consommées*	473 144	324 089
dont :		
Agriculture	256	153
Industrie	338 431	195 811
Construction	4 762	6 165
Commerce	10 360	9 983
Services	119 334	111 977
Etabs ayant consommé des heures	599	602
dont : étabs de 50 sal. et plus	145	134
Nombre de salariés concernés**	5 582	5 139
Total heures consommées 12 mois glissés	5 735 785	3 610 775

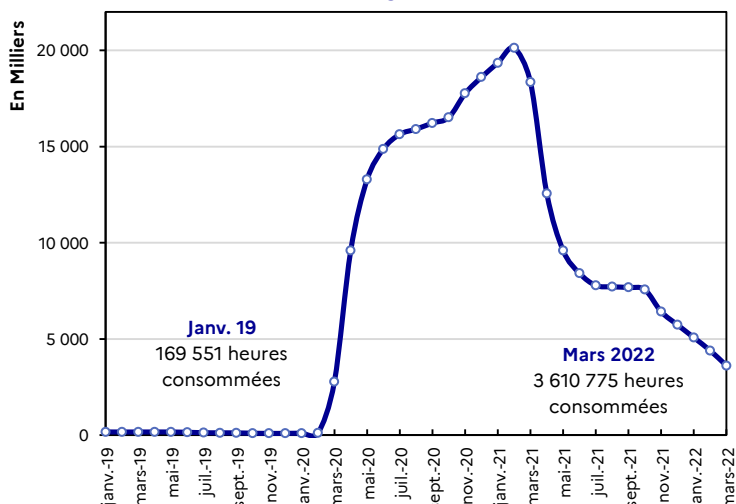
Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Activité partielle : évolution des heures consommées (12 mois glissés)



Créations d'entreprises

Données brutes	Doubs	
	T2 2022	Evol./T2 2021
Créations d'entreprises		(en %)
Nombre de créations d'entreprises	1 470	-9,4
dont :		
Entreprises individuelles	254	-14,5
Micro-entrepreneurs	884	-6,1
Sociétés	332	-13,8
Cumul sur 12 mois glissés	6 120	-3,8
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs	586	-14,1
Cumul sur 12 mois glissés	2 407	-3,6

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement. en niveau. de l'historique des créations

Défaillances d'entreprises

Ouvrages de procédures	Doubs	
	T2 2022	Evol./T2 2021
Nombre d'ouvertures de procédures	54	+1,9
dont :		
Sauvegardes	s	s
Redressements judiciaires	10	+11,1
Liquidations judiciaires directes	40	-4,8
Nombre d'emplois menacés	113	-52,7
dont :		
Agriculture	s	s
Industrie	52	+372,7
Construction	8	-90,1
Commerce	15	-11,8
Services	38	-70,5
Total des ouvertures sur 12 mois glissés	199	+4,2

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

s : secret statistique

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note

1 ^{er} trimestre 2022 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	1 680	+40	+2,4	0	+0,3	1 700	+40	+2,6	+10	+0,3
Industrie	39 050	+100	+0,3	-90	-0,2	42 960	+220	+0,5	+40	+0,1
Industrie agro-alimentaire	5 350	+160	+3,1	+230	+4,4	5 850	+170	+3,0	+360	+6,5
Industries extractives, énergie, eau, déchets	2 120	0	+0,2	+20	+1,1	2 230	+10	+0,3	+20	+1,1
Equipements élec. électron. info., autres machines	4 530	0	+0,0	-120	-2,6	4 980	+20	+0,3	-70	-1,3
Matériels de transport	10 840	-120	-1,1	-550	-4,8	11 970	-20	-0,2	-690	-5,4
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	16 200	+50	+0,3	+330	+2,1	17 920	+50	+0,3	+420	+2,4
Construction	10 140	+60	+0,6	+270	+2,8	11 000	-10	-0,0	+210	+2,0
Commerce ; réparation auto.	22 850	-40	-0,2	+490	+2,2	23 590	-40	-0,2	+540	+2,3
Services marchands	46 130	+400	+0,9	+1 930	+4,4	48 160	+260	+0,5	+1 820	+3,9
Transports et entreposage	8 460	+10	+0,1	-210	-2,4	9 140	-140	-1,5	-340	-3,6
Hébergement et restauration	6 280	-90	-1,4	+720	+12,9	6 350	-100	-1,6	+760	+13,6
Information et communication	1 880	+10	+0,5	-10	-0,4	1 890	+10	+0,7	0	-0,2
Services financiers	4 570	+10	+0,3	+20	+0,4	4 580	+10	+0,1	0	+0,0
Services immobiliers	1 650	+30	+1,9	+30	+1,6	1 660	+30	+1,9	+30	+1,6
Services aux entreprises	14 630	+340	+2,4	+720	+5,2	15 830	+360	+2,3	+700	+4,6
Services aux ménages	8 680	+80	+0,9	+660	+8,3	8 710	+90	+1,0	+680	+8,5
Services non marchands	70 220	+100	+0,1	+450	+0,6	70 570	+120	+0,2	+390	+0,6
Ensemble	190 070	+650	+0,3	+3 060	+1,6	197 970	+590	+0,3	+3 010	+1,5

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

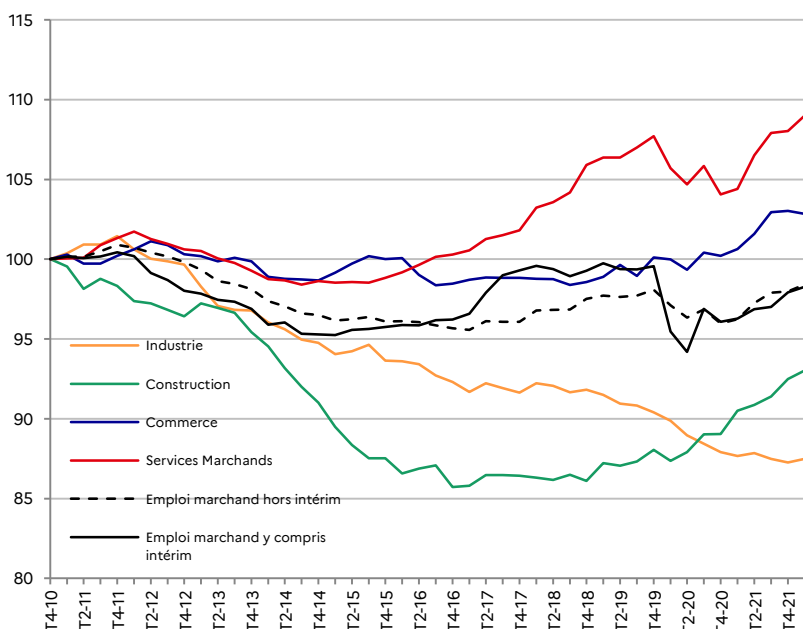
Traitement : Dreetts BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

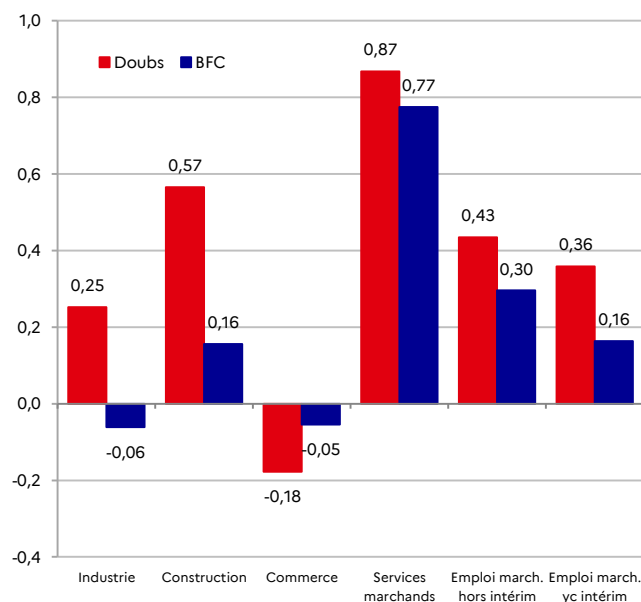
(base 100 au 31/12/2010)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 4^{ème} trim. 2021 et le 1^{er} trim. 2022, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Doubs 1 ^{er} trimestre 2022 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾		Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾		
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	20	+31,9	+7,0	0,9	+0,1	20	0,0	+100,0	3,2	+0,9
Industrie	4 250	+4,9	+8,2	9,8	+0,7	4 400	+35,0	+16,1	2,9	+0,3
Construction	760	-8,1	-12,7	7,0	-1,1	810	+2,5	+3,8	3,3	+0,4
Commerce	720	+1,1	+5,0	3,1	+0,1	760	+5,6	+16,9	1,7	0,0
Services	2 230	-11,7	-4,2	4,6	-0,4	2 420	+5,2	-0,4	1,6	-0,4
Ensemble	7 980	-1,9	+1,9	6,2	0,0	8 410	+18,5	+9,8	2,3	0,0

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

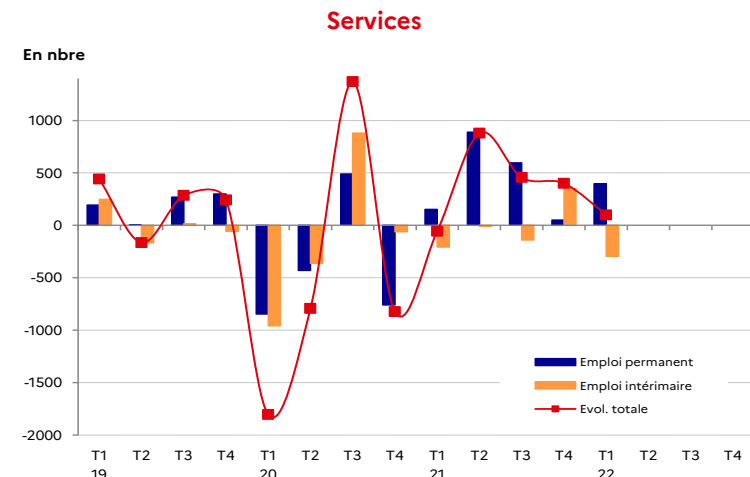
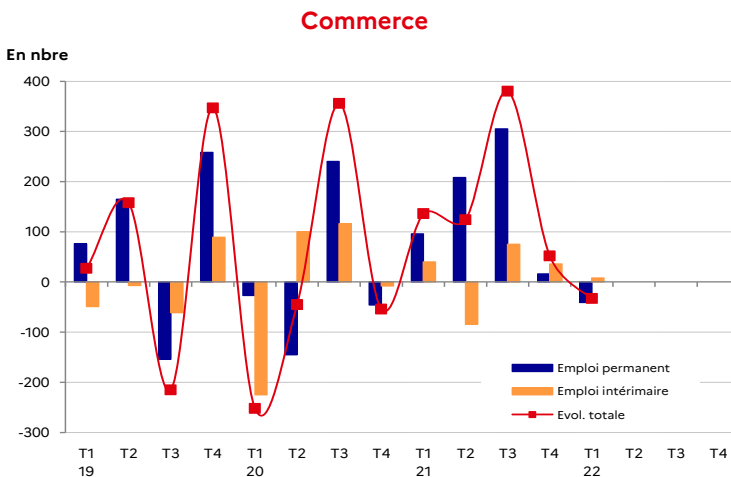
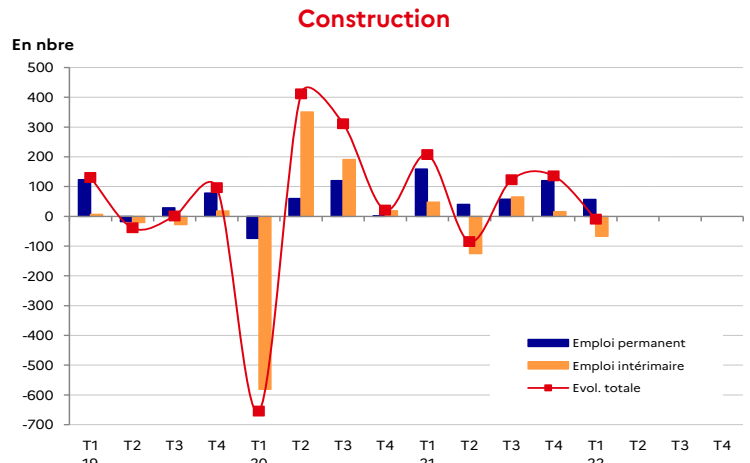
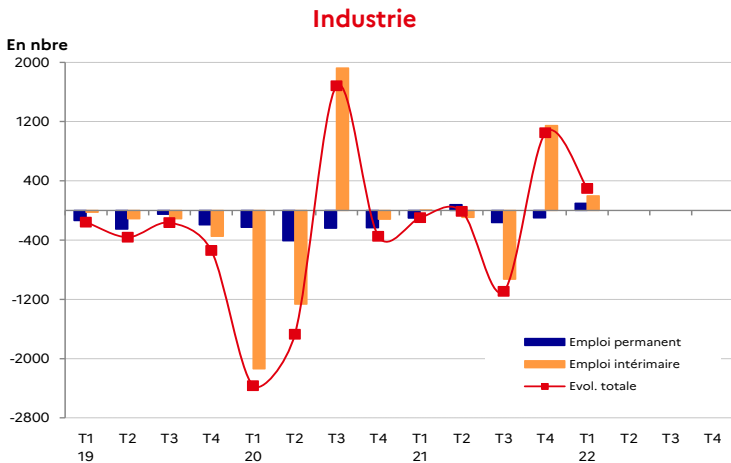
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Doubs		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
1^{er} trimestre 2022						
Embauches		2 161	853	3 506	26 427	32 947
Répartition en %		6,6	2,6	10,6	80,2	100,0
dont en % :						
	CDD	45,3	43,4	58,9	84,6	78,2
	< 25 ans	28,7	24,6	45,2	26,7	28,8
	25 - 49 ans	54,4	62,8	44,0	49,4	49,5
	50 - 54 ans	7,9	5,4	4,4	9,0	8,3
	55 ans ou plus	9,0	7,2	6,4	14,9	13,4
	Femmes	42,0	11,0	57,3	60,5	57,7
Sorties		2 105	815	3 378	25 523	31 821
Répartition en %		6,4	2,5	10,3	77,5	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	30,8	24,8	50,1	82,8	74,4
	dont CDD < 1 mois	34,1	21,8	68,0	90,0	86,3
	Demissions	28,0	31,4	22,1	7,1	10,7
	Licenciements économiques	1,1	1,1	0,9	0,4	0,5
	Licenc. non économiques	11,4	15,7	9,7	2,8	4,5
	Retraite	8,3	3,7	2,0	0,9	1,6
	Ruptures Conventionnelles	6,2	8,5	3,5	1,4	2,1
	< 25 ans	22,3	27,5	43,6	26,1	27,7
	25 - 49 ans	48,4	54,1	44,2	48,8	48,4
	50 - 54 ans	8,3	6,3	3,7	9,0	8,3
	55 ans ou plus	21,0	12,1	8,5	16,2	15,6
	Femmes	42,3	9,8	59,7	60,6	58,0

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

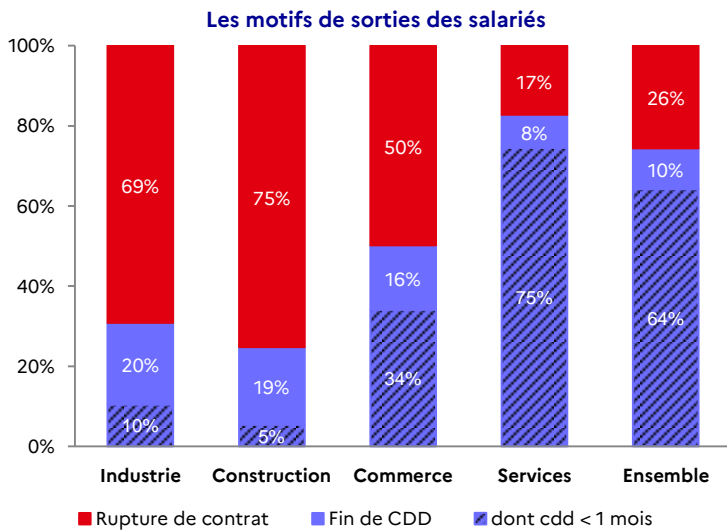
L'écart entre les entrées et les sorties mesurées chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

Pour en savoir plus :

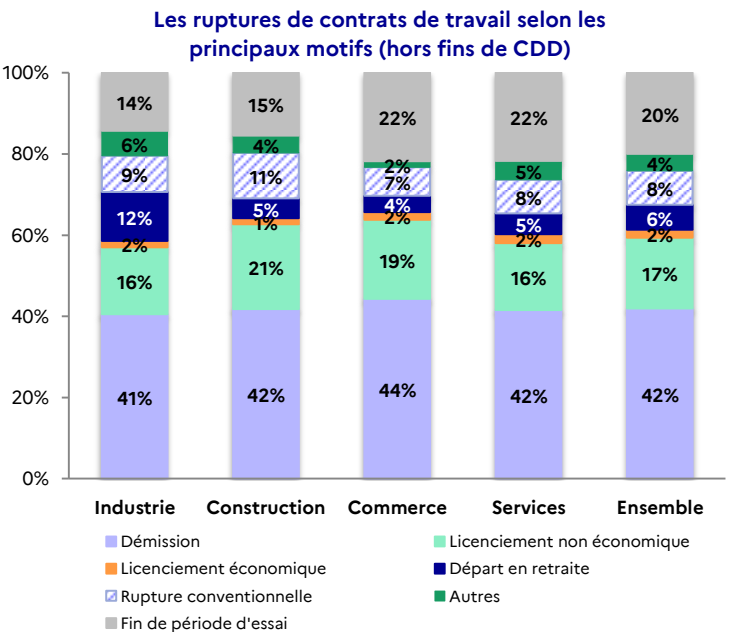
<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO

Lecture : Au 1er trimestre 2022 parmi les embauches dans l'industrie 45,3 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 1,1 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,5 % tous secteurs confondus



Lecture : dans le commerce, 34 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.



Lecture : dans l'industrie, 41 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Doubs		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
1^{er} trimestre 2022							
Actifs en emploi (en %)		11,5	59,8	13,4	15,3	50,5	30,0
Embauches		9 482	16 306	2 736	4 423	18 997	5 344
dont en % :							
	CDD	79,1	74,4	81,5	88,7	81,5	82,0
Sorties		8 820	15 400	2 646	4 955	18 452	5 047
dont en % :							
	Fins de CDD	76,3	71,9	79,3	76,1	78,3	79,5
	dont CDD < 1 mois	84,2	85,5	89,1	90,9	87,0	84,6
	Demissions	10,4	13,5	7,6	4,4	9,3	9,6
	Licenciements économiques	0,1	0,6	1,1	0,7	0,5	0,1
	Licenc. non économiques	5,5	4,3	4,0	3,4	3,7	4,5
	Retraite	0,0	0,0	0,0	10,1	1,4	0,0
	Ruptures Conventionnelles	0,8	2,9	2,5	2,0	1,8	0,8

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 88,7 % ont signé un CDD.

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2019, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

L'emploi frontalier

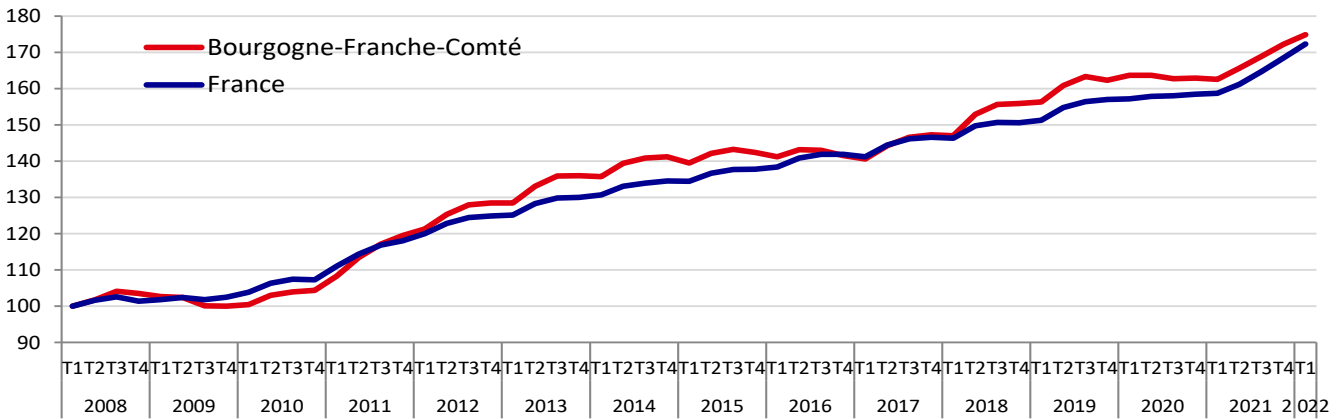
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2022	Actifs occupés RP 2019	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	220 570	216 710	22,0	+0,3	+4 210	+2,0	171	0,4	+5,6	+33	+23,9
Doubs	222 456	197 970	20,1	+0,3	+3 010	+1,5	29 555	71,7	+1,3	+1 980	+7,2
Jura	105 149	87 690	8,9	-0,1	+1 050	+1,2	6 854	16,6	+1,2	+411	+6,4
Nièvre	70 977	64 310	6,5	-0,1	+910	+1,4	15	0,0	+7,1	+3	+25,0
Haute-Saône	92 428	69 120	7,0	+0,2	+650	+0,9	568	1,4	+3,3	+96	+20,3
Saône-et-Loire	211 125	191 640	19,4	+0,2	+4 240	+2,3	206	0,5	+4,0	+28	+15,7
Yonne	126 632	110 130	11,2	-0,1	+1 280	+1,2	25	0,1	0,0	+6	+31,6
Territoire de Belfort	55 791	49 410	5,0	-0,2	+290	+0,6	3 823	9,3	+3,7	+336	+9,6
BFC	1 105 129	986 990	100,0	+0,1	+15 640	+1,6	41 217	100,0	+1,5	+2 893	+7,5

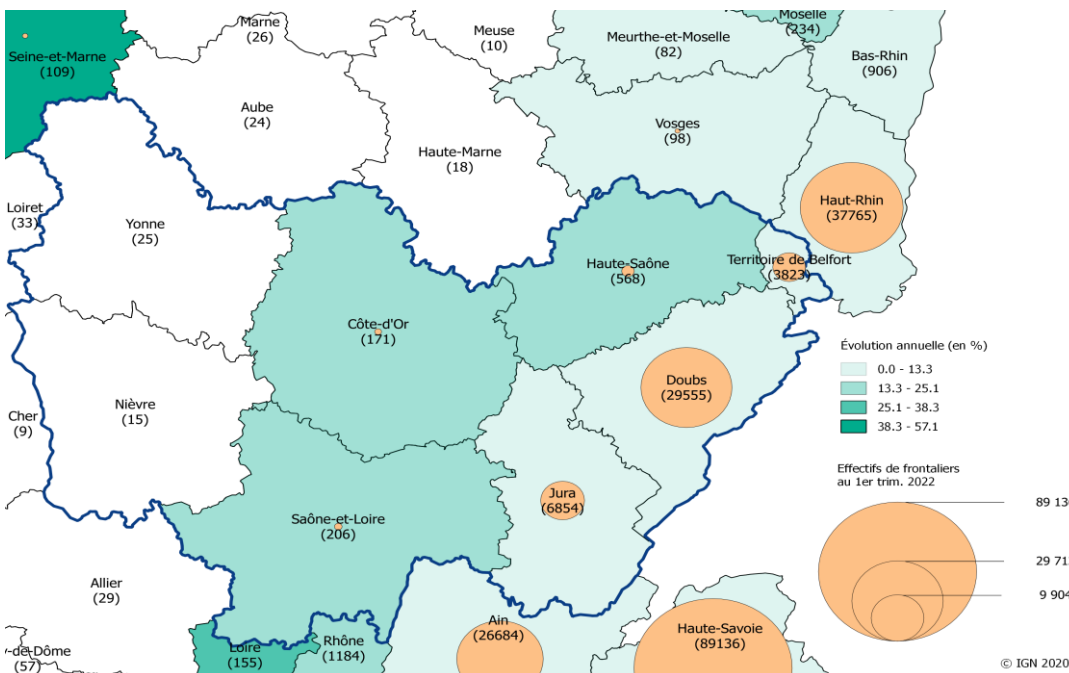
Sources : INSEE - RP 2019 ; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de +7,2% dans le Doubs. Ce département comptabilise 29 555 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Doubs			BFC
	T2 2022	Cumul 2022	Var.(%)/ cumul 2022	Var.(%)/ cumul 2021
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :				
PEC	106	282	-19,7	-22,8
dt jeunes	37	90	-12,6	-16,7
dt Education Nat.	s	s	s	-40,3
dt Collectivités	17	48	+2,1	-32,8
dt résidents QPV	24	55	+17,0	+5,1
dt résidents ZRR	14	43	-	-
CIE Jeunes	48	171	-	-
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	244	730	-41,0	-36,4
dt résidents QPV	nd	nd	nd	nd
CEJ*	404	746	-	-
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	42	89	-16,8	-26,5
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 1T2022)				
- secteur public	s	s	-60,0	-7,1
- secteur privé	315	315	+7,9	-11,4

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

** Données arrêtées à la semaine 26

nd : non disponible

s : secret statistique

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T4	Cumul	Var.(%)/
	2021	2021	cumul 2020
Côte d'Or	296	1 606	+15,6
Doubs	408	1 927	+12,1
Jura	302	1 320	+28,4
Nièvre	243	1 082	+67,8
Haute-Saône	130	637	+9,1
Saône-et-Loire	405	2 014	+29,6
Yonne	400	1 875	+44,5
Territoire de Belfort	76	489	+21,0
BFC	2 260	10 950	+27,0

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

Garantie jeunes et CEJ (Contrat d'engagement jeune) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

Emploi d'avenir : DARES

Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

IAE : ASP, traitement Dares

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Doubs		BFC
	T2 2022	Var.(%)/ trim. année précédente	Var.(%)/ trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	472	+4,7	+7,0
Mesures d'accompagnement :			
Garantie Jeunes	664	+1,8	+15,7
IAE (au 4T2021)	1 630	+2,8	+6,0

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.
Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux. Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)
Les dépenses pour l'emploi en France représentent 144 milliards d'euros en 2019 (soit 5,6 points de PIB), dont 63 milliards d'euros pour les dépenses ciblées et 81 pour les dépenses générales.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES :

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr/les-depenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2022 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
Côte d'Or	9 930	-6,2	37 273	+1,3	8 290	+2,4	1 733	-10,0
Doubs	12 647	-3,0	33 080	+2,1	10 223	+0,4	1 953	-5,9
Jura	3 677	-9,1	15 377	+0,9	5 113	+0,5	780	-4,5
Nièvre	5 733	-4,3	13 693	0,0	6 170	-0,8	897	-9,4
Haute-Saône	4 147	-5,7	15 040	0,0	5 277	+1,9	1 073	-6,7
Saône-et-Loire	10 107	-8,0	36 477	+1,6	11 583	+2,1	2 193	-9,6
Yonne	8 760	-6,5	23 407	+0,8	7 630	+3,8	1 407	-8,7
Territoire de Belfort	4 357	-1,6	9 540	+2,2	2 327	+1,3	750	-0,9
BFC	59 357	-5,6	183 887	+1,2	56 613	+1,5	10 787	-7,7

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

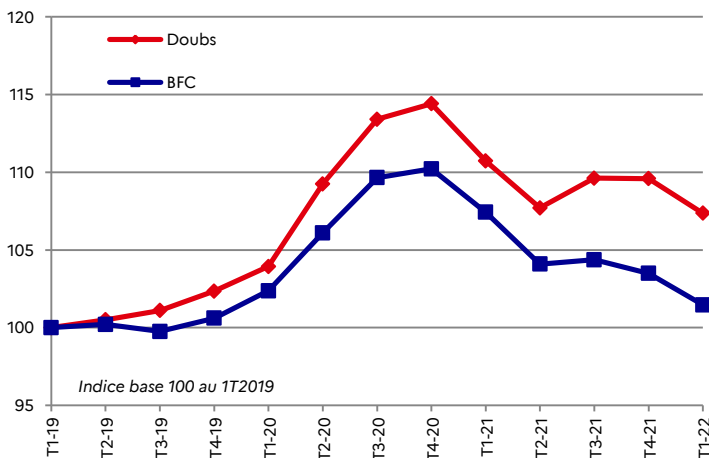
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

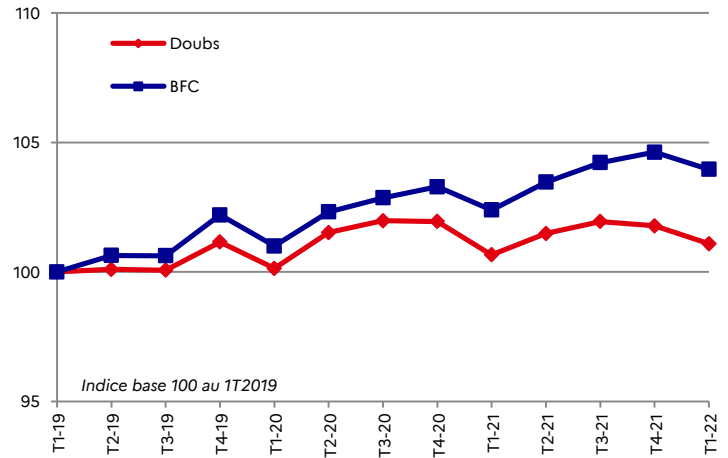
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; Pôle emploi, FNA.

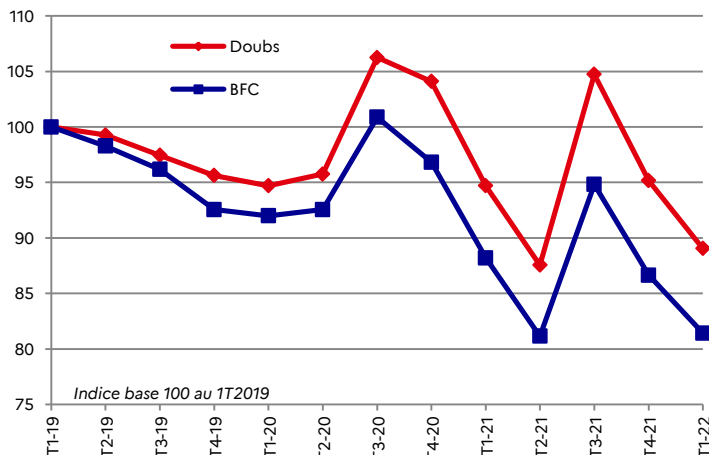
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

